

monde-diplomatique.fr

Le confinement, de l'obéissance au silence

Théo Boulakia, Nicolas Mariot

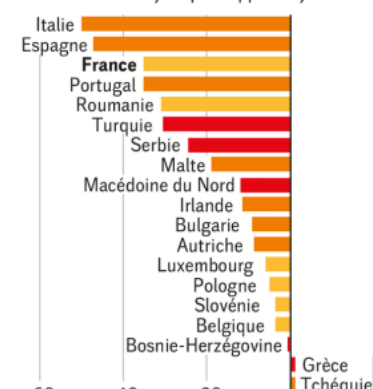
9–12 minutes

Durant cinquante-cinq jours, du 17 mars au 10 mai 2020, la liberté de déplacement fut suspendue en France. Pour freiner la propagation d'une pandémie qui menaçait de déborder les capacités hospitalières, le gouvernement ordonna l'enfermement de la population : à l'exception de certains travailleurs, chacun devait, sous peine d'amende et jusqu'à nouvel ordre, rester chez soi. Seul le remplissage d'une attestation permettait de déroger, sous conditions strictes, à l'interdiction de sortie. Des milliers d'arrêtés — préfectoraux, municipaux — renchérirent sur les règles nationales par l'instauration de couvre-feux ou de limitations locales d'achats et, presque partout, par une fermeture administrative d'espaces naturels (parcs urbains mais aussi forêts, massifs, rives et plages). L'urgence sanitaire justifia également le déploiement dans l'ensemble des départements métropolitains de moyens de surveillance et de répression inédits. Un amendement au projet de loi d'urgence Covid-19, voté le 19 mars 2020, autorisa les policiers municipaux et les gardes champêtres à verbaliser eux-mêmes pour non-respect des règles de sortie. Au terme de l'expérience, l'ensemble des forces de l'ordre avaient réalisé pas moins de 21 millions de contrôles et verbalisé 1,1 million de personnes.

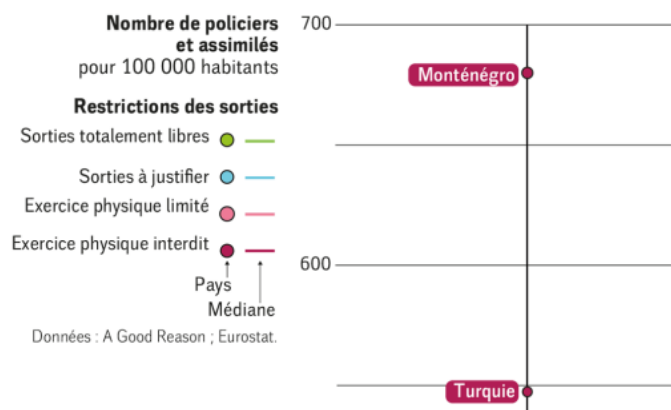
La parenthèse s'est refermée, cinq années ont passé sans que le moindre débat national interroge ce qui s'est joué dans ce choix d'un confinement dur. Par contraste, la gestion gouvernementale de la même pandémie, notamment la question des atteintes aux libertés publiques, nourrit une controverse fiévreuse en Allemagne, alors même que les interdits y furent bien moins marqués qu'en France. À Paris, les deux rapports parlementaires — n^{os} 3053 et 3633 — qui évaluent dès 2020 la gestion de la crise sanitaire ne mentionnent pas l'attestation dérogatoire de sortie et ne discutent pas non plus le bien-fondé du bouclage des espaces naturels. À leur suite, les conclusions du rapport de la mission indépendante nationale sur l'évaluation de la gestion de la crise Covid-19 — aussi précieux que passé inaperçu — restent tout aussi discrètes sur le volet régalien de la crise (1). Le sujet n'émeut guère les instances qui structurent d'ordinaire le débat public. Bien sûr, pendant le confinement, des articles mentionnent les contrôles ou les amendes, mais leur addition ne débouche sur aucun examen systématique, après coup au moins, de l'état d'exception sanitaire. On observe par ailleurs une quasi-absence de tribunes ou de pétitions portant sur l'approche policière de la crise, ses conséquences en matière de limitation des libertés publiques. Et le constat reste identique si l'on se tourne vers les milliers de notes que les partis politiques, syndicats, cercles de réflexion et fondations ont consacrées à la pandémie.

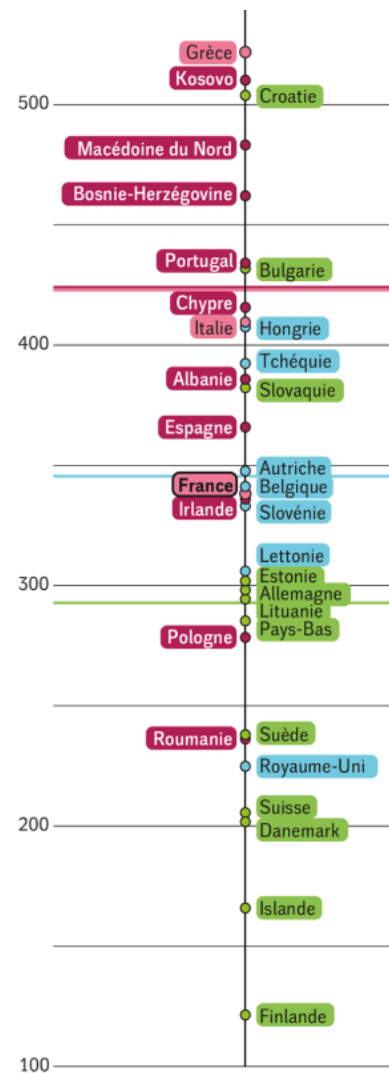
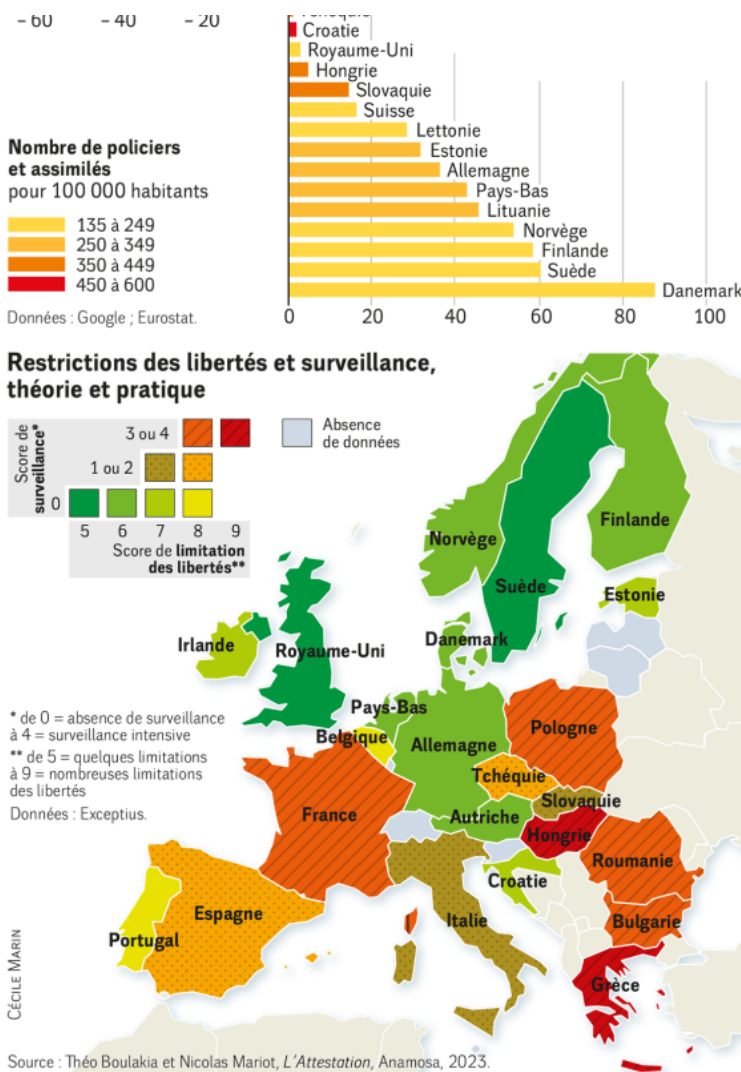
Le droit de se promener dans les parcs... ou pas

Fréquentation des espaces verts
du 1^{er} mars au 1^{er} juin par rapport à janvier 2020, en %



Les restrictions des sorties souvent plus sévères dans les États plus pourvus en policiers





Restrictions de sorties et surveillance

Pour la population, la bascule vers un régime d'exception fut pourtant l'une des manifestations les plus concrètes de la politique sanitaire. L'isolement et la suspension des groupes amicaux, des collectifs professionnels et des corps intermédiaires ont instauré un face-à-face inégal entre chaque individu et l'État. Face à l'assignation à résidence, aux contrôles tatillons des filets à provisions, aux aberrations bureaucratiques-policières, l'absence de protestation représente un fait remarquable — mais pas forcément surprenant.

Le grand enfermement du printemps 2020 constitue une expérience d'obéissance de masse inédite : un exercice de la contrainte tel que les

Français n'en avaient sans doute plus connu, en régime libéral et à une telle échelle, depuis la mobilisation générale d'août 1914. L'épisode soulève des questions habituellement laissées aux exégètes de la philosophie politique : à quelles conditions accepte-t-on de se soumettre aux autorités ? Pourquoi une partie de la population, souvent urbaine et diplômée, d'ordinaire critique de la répression policière et sensible aux accrocs faits à l'État de droit, a-t-elle cette fois consenti à sa suspension ?

Espaces naturels interdits

Une première explication tient à l'alignement presque total de la « société civile » et des pouvoirs publics sur les décisions du gouvernement. Suivant le modèle classique des situations de crise qui imposent le dépassement des clivages dans une union sacrée temporaire (« c'est trop grave pour discuter », « ce n'est pas le moment »), élus, représentants associatifs ou syndicaux et médias ont appuyé et relayé les mesures prises ou se sont tus. Après coup, la plupart des édiles n'ont pas eu envie de discuter leurs choix ou leur silence, particulièrement quand il s'agissait de débattre de la légitimité ou de la proportionnalité de certaines mesures, comme celle consistant à interdire complètement l'accès aux espaces naturels, y compris pour des promenades individuelles.

Un deuxième argument renvoie à une attitude spécifique observée au printemps 2020 : la désapprobation dans l'obéissance. L'enquête « La vie en confinement », réalisée sur le moment, permet de reconstituer des lignes de conduite collectives face aux contraintes de la réclusion (2). Les seize mille enquêtés devaient renseigner les réponses à cinq questions traitant de leur attitude au regard des obligations soumises à sanction (rédaction de l'attestation, déplacement dans un rayon d'un

kilomètre et pendant une heure, etc.), à cinq autres sur leur conduite vis-à-vis des recommandations sanitaires (se laver les mains, respecter la distanciation d'un mètre, porter un masque, etc.), à cinq dernières enfin sur leur comportement politique au cours de la période (applaudir les soignants à la fenêtre, huer le gouvernement, s'intéresser à la pandémie, etc.).

Un traitement statistique permet d'identifier six groupes à la fois exclusifs les uns des autres et le plus homogènes possible en interne : les « claustrés », qui ont choisi de ne pas profiter des sorties pour s'aérer (21 % de la population) ; les « exemplaires », qui respectent règles et recommandations (22 %) ; les « légalistes », qui, se plient aux premières mais pas aux secondes (25 %) ; les « insouciantes », qui, comme leur nom veut l'indiquer, obéissent plus ou moins selon l'humeur (14 %) ; enfin les « protestataires » (7 %) et les « réfractaires » (11 %), sur lesquels nous allons nous attarder.

Si les gens acceptent majoritairement les règles, une partie d'entre eux les contestent : les réfractaires, les protestataires et une part des insouciantes. Mais ils expriment leur désaccord d'une manière très différente. Eu égard au silence sur la part régaliennne du confinement, le groupe des protestataires intrigue. Cet ensemble compte en effet plus de deux tiers de diplômés du supérieur (69 %, proportion la plus élevée de tous les groupes). Ses membres exercent fréquemment une activité professionnelle dans les domaines intellectuels et culturels, déclarent davantage que les

autres avoir récemment manifesté, pétitionné, assisté à un débat ou fait grève, et s'autopositionnent à gauche ou très à gauche sur l'axe politique. Avec les claustrés, ils décrivent plus que la moyenne des conditions de confinement difficiles (bruit, exigüité, conflits de voisinage)

et des émotions négatives (tristesse, stress, fatigue).

S'ils rejettent les règles de sortie, leur opposition ne passe pas par la désobéissance. Alors qu'ils huent et casseroient le gouvernement à la fenêtre, ou qu'ils installent une banderole à leur balcon, leurs sorties respectent strictement les interdits. Ils quittent leur domicile munis de leur attestation (souvent manuscrite, marque de défiance autant que de distinction), rusent peu avec l'horodatage (13 %), encore moins avec le rayon d'un kilomètre (6 %) ou avec le nombre de sorties par jour (8 %). Et ces confinés conformes se distinguent par leur propension plus élevée que la moyenne à adopter les recommandations sanitaires (distanciation, masque, désinfection). À cet égard, tout les sépare des réfractaires, groupe moins politisé, beaucoup plus à droite et surtout moins diplômé, dont les membres revendiquent une désobéissance frontale, trichent et contournent les règles (3).

Ainsi, la population la plus habituée à protester contre la répression policière, tant sur le moment qu'après coup, même sous la forme banale de pétition ou de tribune, a plutôt choisi une forme d'« opposition obéissante ». Leur conformisme vis-à-vis des règles comme des recommandations semble conduire les protestataires à détourner les yeux puis à tourner la page des restrictions de libertés publiques.

Le dernier argument, de portée plus générale, renvoie à l'universalité des mesures prises pour imposer l'interdiction de sortie, plus marquée en France qu'ailleurs en Europe. Sur le papier, les règles valaient pour tous, sans distinction d'âge, de genre, de lieu de vie, de revenus ou de religion. Elles s'appliquaient dans l'ensemble des départements, quel qu'ait pu être le niveau local de circulation du virus ou leur gradient d'urbanité. Cette égalité fut à la fois imposée par les autorités (sous la forme d'interdits objectivables via l'attestation et sanctionnables),

revendiquée par les confinés (« si tout le monde est logé à la même enseigne, alors d'accord »), mais encore « surveillée » par beaucoup d'entre eux prompts à dénoncer les contrevenants ou à poster des tweets rageurs contre les joggeurs de circonstance. Une énergie considérable fut ainsi investie pour vérifier l'absence d'arbitraire et de privilège dans l'application des interdits, plutôt que d'en contester l'adéquation, la légitimité ou la proportionnalité.

Les stratégies différentes mises en œuvre dans d'autres pays (*lire « [Le grand enfermement était-il nécessaire ?](#) »*) montrent qu'aucune fatalité n'imposait une suspension aussi marquée des libertés publiques. S'il n'avait pas rencontré l'indifférence ou le silence des habitués de la contestation, ce choix ne se serait peut-être pas imposé aussi facilement.